



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 1

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2018 en faveur de la République islamique de Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour « RIMFIL - Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables »

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	« RIMFIL - Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables » Numéro CRIS : MR/FED/040-257 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République islamique de Mauritanie L'action aura une portée nationale mais priorisera les zones d'interventions du «Renforcement institutionnel en Mauritanie vers la résilience agricole et pastorale» (RIMRAP) et du «Renforcement des investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales» (RIMDIR) dont elle sera complémentaire (Assaba, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Hodh El Chargui).	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) entre la République islamique de Mauritanie et l'Union européenne pour la période 2014-2020	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	1 ^{er} secteur de concentration – Sécurité alimentaire et agriculture durable (SANAD) 3 ^e objectif – filières durables	Aide publique au développement : OUI ¹
5. Montants concernés	Coût total estimé: 45 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED : 18 000 000 EUR La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part du Fonds international de développement agricole (FIDA) pour un montant de 27 000 000 EUR.	
6. Modalité d'aide et modalité de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion indirecte avec FIDA Gestion directe	

¹ L'Aide publique au développement «doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement».

7. a) Code CAD	43040 – Développement rural			
b) Principal canal de distribution	-			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	S.O.			
10. Objectifs de développement durable (ODD)	Objectif 1 ODD principal - (pauvreté) Objectif 2 ODD principal - (faim) Objectif 8 ODD secondaire – (travail décent) Objectif 12 ODD secondaire – (consommation et production responsable)			

RESUME

Le PIN du 11^e FED en Mauritanie dédie 50% de son enveloppe indicative globale à la **sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'agriculture durable (SANAD)**. L'objectif général de ce premier secteur de concentration est de renforcer la résilience des populations rurales vulnérables, et en particulier des femmes, à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie. L'approche pour ce secteur, dans un contexte politique et institutionnel incertain, est conçue comme un ensemble de mesures de renforcement des capacités dans les domaines concernés afin d'en améliorer la gouvernance et la gestion; il s'agit également, pour les populations rurales, souvent marginalisées, de favoriser l'accès durable aux ressources, de sécuriser des revenus, d'améliorer l'état de santé et les conditions de vie et de réduire la dépendance à l'aide face aux situations de crises extrêmes. L'objectif principal du programme ici proposé est de **renforcer la résilience** des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie. Il vise spécifiquement à

structurer et promouvoir le développement de filières agricoles et pastorales durables et plus productives aux niveaux familial et communautaire, notamment en faveur des populations vulnérables, en vue d'y créer des emplois stables générateurs de croissance.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

La croissance démographique mauritanienne tend vers le doublement de la population d'ici 2030 (FAOSTAT)². Les études externes réalisées sur des projets financés par l'Union européenne, notamment la Revue institutionnelle du secteur agro-pastoral (RISAP) en 2014 et l'étude d'identification des filières porteuses réalisée en 2016, ont souligné que l'ampleur de cette croissance tant rurale qu'urbaine rend inévitable le débat sur la place que doivent avoir les agricultures locales dans les stratégies de sécurité alimentaire.

Par ailleurs, l'exode rural se confirme. Dans un contexte d'évolution de la demande, la valorisation des productions vivrières nationales devient essentielle au même titre qu'une diversification des habitudes alimentaires liée à cette urbanisation. Cette valorisation doit passer par une relation renouvelée entre les paysans et les différents maillons du développement des filières et des différents segments plus ou moins organisés de la production, de la récolte, de la transformation et de la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux.

Dans un contexte agro-climatique caractérisé par le phénomène de désertification, dégradation des terres et de l'environnement, et de la vulnérabilité du pays aux changements climatiques, la promotion de filières agricoles et pastorales résilientes aux effets du changement climatique est cruciale. L'impact du changement climatique sur les filières mauritaniennes est important, notamment pour les productions dépendantes du climat: céréales pluviales et de décrue et élevage extensif, qui sont à la base du système de production de l'agriculture familiale.

Il existe une diversité de filières plus ou moins développées en Mauritanie. Les filières lait, viande (excédentaire), céréales et dattes constituent un ensemble qui réunit les mauritaniens dans le renforcement de leur identité. Les filières maraîchères ayant des systèmes d'irrigation maîtrisés représentent un atout quant aux mesures visant à l'adaptation aux changements climatiques, les femmes y sont particulièrement actives. L'identification des vingt-deux filières réalisée à l'été 2016 souligne la priorité à investir dans les **cultures vivrières** (pluviales et oasiennes) et le **maraîchage** pour le groupe des filières agricoles. Pour l'élevage, qui est prépondérant dans le pays, **le lait, la viande et leurs sous-produits** offrent différentes opportunités de développement, y compris des filières permettant d'accompagner des petits producteurs isolés ou peu soutenus (par exemple élevage caprin, volaille, viande séchée, cuirs et peaux). Enfin les **produits de cueillette d'origine forestière** s'avèrent accessibles aux populations vulnérables également, et en particulier aux femmes vulnérables.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

La Mauritanie compte pour le secteur rural plusieurs documents stratégiques³ mais ceux-ci sont peu en synergie les uns avec les autres, manquent de plans d'investissement avec un niveau de priorisation suffisant, et ne reflètent pas toujours clairement les priorités stratégiques du secteur.

² FAOSTAT: Food and Agriculture Organization Corporate Statistical Database.

³ La Stratégie du développement rural à horizon 2020, le programme national de développement de l'agriculture-PNDA (2015), le programme national de développement de l'élevage PNDE (2017), la stratégie nationale de protection sociale (2013), la stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA), le plan d'action intersectoriel de la nutrition-PAIN, le code agro-pastoral, le code forestier.

Ces documents s'inscrivaient dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, CSLP, (2001-2015), et s'inscrivent maintenant dans le nouveau cadre intitulé « Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) 2016-2030 » finalisé en mars 2017. L'Union européenne préconise que la SCAPP, au lieu d'intégrer systématiquement les anciennes stratégies, puisse reformuler tout ou partie des stratégies sectorielles pour les optimiser. C'est le cas pour le développement rural, très morcelé, peu synergique, peu coordonné au-delà du cœur de secteur (agriculture et élevage).

Jusqu'en août 2014, le secteur rural était mené par un unique ministère (ministère du développement rural – MDR) très faiblement doté en personnel, notamment qualifié, en capacités et ressources, et que les budgets successifs de l'Etat avaient assez largement ignoré. Le niveau d'investissement y a été très limité ces dernières années. Fin 2014, le MDR a été scindé, sans préavis, en deux ministères (ministère de l'agriculture - MA et ministère de l'élevage - ME), et en contradiction avec les recommandations de la revue institutionnelle du secteur (RISAP, avril 2014). Le premier programme du 11^e FED (renforcement institutionnel en Mauritanie vers la résilience agricole et pastorale - RIMRAP), alors en cours de formulation, a été modifié pour s'adapter au mieux aux changements institutionnels.

Une mise en cohérence des différents aspects, stratégies et acteurs du secteur rural n'a jamais réellement été réalisée. Depuis la préparation du RIMRAP, dès 2014, des efforts de centralisation des informations et de partage des stratégies du secteur voient le jour, mais un travail important reste à faire sur les plans d'action stratégiques, les plans d'investissement, l'organisation rationnelle des ministères du secteur, la création de synergies interministérielles effectives. Il existe donc une grande dispersion des ressources, réduisant de fait la capacité d'absorption des appuis et limitant le développement efficace et durable d'un secteur pourtant prometteur⁴. Et de fait, la pauvreté demeure massivement un phénomène rural⁵.

Le PIN du 11^e FED en Mauritanie, suite à la revue à mi-parcours, dédie de ce fait 49% de son enveloppe indicative globale à *la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et à l'agriculture durable*. Son objectif général est de renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie. Ce secteur de concentration est conçu comme un ensemble complémentaire de mesures de renforcement des capacités dans les domaines touchés afin d'améliorer la gouvernance, la gestion et l'accès durables aux ressources, y compris la restauration des terres et autres écosystèmes affectés, les revenus des populations rurales, la santé et les conditions de vie des populations vulnérables et pour réduire la dépendance à l'aide face aux situations de crises extrêmes. Il s'agit donc, en trois objectifs distincts de : i) renforcer les capacités de gouvernance des ressources de l'ensemble des acteurs du secteur⁶ (RIMRAP), tout en ii) mettant en place des infrastructures et des équipements structurants (RIMDIR) en vue iii) d'appuyer la structuration de filières agro-sylvo-pastorales aux niveaux familial et communautaire (RIMFIL) qui pourront profiter aux plus vulnérables et en particulier les femmes et les jeunes.

⁴ L'économie mauritanienne repose sur cinq secteurs principaux : la pêche, l'élevage, le secteur minier, l'agriculture et le pétrole. Son produit intérieur brut (PIB) par habitant est estimé en 2014 à 1 036 USD (Enquête sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages - EPCVM). Les filières agro-sylvo-pastorales sont donc de la plus haute importance au niveau macro-économique.

⁵ EPCVM de 2014.

⁶ Le premier objectif du premier secteur (programme RIMRAP – renforcement institutionnel en Mauritanie vers la résilience agricole et pastorale) vise à renforcer le fonctionnement et les capacités à conduire le secteur des acteurs gouvernementaux du développement rural, ainsi qu'à donner aux quatre wilayas (régions) précitées les moyens d'analyser de manière concertée leurs besoins, de les faire inscrire ou refléter dans les politiques nationales, de mettre en œuvre des mécanismes locaux d'anticipation et de gestion des crises, et d'identifier les moyens de production et de commerce qu'il serait nécessaire de soutenir pour que les plus pauvres voient leurs conditions de vie s'améliorer.

La politique de l'Union européenne en Mauritanie s'inscrit à travers ce programme dans les quatre axes de la feuille de route du partenariat pour la résilience face aux crises au Sahel et en Afrique de l'ouest (Alliance globale pour l'initiative Résilience - AGIR) : l'agriculture durable, la gouvernance, l'accès aux produits alimentaires et la nutrition, ainsi que dans les axes de la stratégie de l'UE pour le développement et la sécurité dans le Sahel. Elle s'inscrit également dans les axes définis par le nouveau Consensus européen pour le développement -réponse de l'UE au programme de développement durable à l'horizon 2030- à travers les principes de développement humain et dignité (*People*), de gestion des ressources naturelles et lutte contre le changement climatique (*Planet*), de croissance et emplois inclusifs et durables (*Prosperity*), et enfin de partenariat (*Partnership*). Les objectifs du programme viseront ainsi plus spécifiquement l'atteinte de quatre objectifs de développement durable (ODD) cités plus haut : pauvreté (ODD1), faim (ODD2), travail décent (ODD8), et consommation et production responsables (ODD12).

1.1.2 Analyse des parties prenantes

C'est donc tout le secteur rural et l'ensemble de ses acteurs qui nécessitent d'être renforcés. Si le RIMRAP vise surtout à l'amélioration des capacités de gestion, de dialogue, d'évaluation, le troisième objectif du premier secteur de concentration du PIN en objet de ce document d'action sera plus orienté vers :

- i) le renforcement matériel et infrastructurel des filières agro-sylvo-pastorales (collecte, transformation, conditionnement et vente des produits qui sont traditionnellement des activités féminines) ;
- ii) un accompagnement des acteurs clés de ces filières durables, y compris leur structuration (et en particulier le renforcement des organisations féminines), et leur sensibilisation à des pratiques durables de gestion des ressources naturelles ;
- iii) un renforcement de l'accès au crédit pour tous les acteurs des filières, et en particulier les femmes (des producteurs aux transformateurs en passant par les transporteurs, etc.) ;
- iv) un plaidoyer en faveur de l'écoulement des produits nationaux, de leur valorisation marketing et l'articulation avec des politiques publiques au bénéfice des filières agro-sylvo-pastorales.

Le développement des infrastructures stratégiques de collecte, de transformation et de vente de produits dépendent en Mauritanie de plusieurs ministères⁷; les plus directement concernés (agriculture, élevage, environnement, commerce) seront associés pour appuyer la mise en œuvre du programme, sous la coordination du ministre de l'économie et des finances (MEF), qui est également l'ordonnateur national (ON) du FED.

Les collectivités locales et les services publics déconcentrés dans leurs prérogatives respectives seront effectivement impliqués pour les investissements structurants et les accompagnements dans la mise en œuvre du programme proposé.

Les acteurs de la société civile (organisations socio-professionnelles – OSP, les organisations de base – OB, les organisations non-gouvernementales - ONG locales, les associations et groupements socio-économiques, etc.), et en particulier les associations de femme, seront parties prenantes intégralement de l'action. Ils bénéficieront directement de l'action, ainsi que les petites et moyennes entreprises (PME) du pays et de la sous-région et autres tâcherons, fournisseurs de matériaux.

Ces groupes devront prendre une place importante dans la mise en œuvre des infrastructures programmées et seront renforcés dans le cadre du programme qui vise à appuyer le développement

⁷ Agriculture, élevage, habitat, urbanisme et aménagement du territoire, environnement et développement durable, intérieur et décentralisation, commerce, commissariat à la sécurité alimentaire.

local. Il est à noter qu'un accent particulier est mis actuellement par la délégation pour que les jeunes formés dans le cadre des projets chantier-école (infrastructures 10^e FED) et PECOBAT (Fonds fiduciaire) (majoritairement des femmes) soient mis en relation avec les entreprises de travaux pour y décrocher des emplois.

Les acteurs privés des filières, et en particulier les femmes-entrepreneurs, via des financements adaptés, seront également ciblés.

Les populations rurales vulnérables, en particulier les éleveurs traditionnels, et les petits agriculteurs, géographiquement marginaux, seront les bénéficiaires prioritaires de l'intervention. Ils seront appuyés directement dans trois des quatre composantes de l'action, à savoir : (i) structuration et renforcement des acteurs des filières agricoles et pastorales, (ii) mise à disposition d'infrastructures permettant l'accès aux marchés et la valorisation des produits mauritaniens et (iii) accès aux services financiers. Ces mêmes populations seront indirectement bénéficiaires de la quatrième composante du programme, à savoir le soutien aux politiques publiques en faveur de la commercialisation des produits mauritaniens et l'amélioration du cadre juridique commercial.

Pour ce qui est de cette dernière composante, une mise en cohérence sera également recherchée avec les développements escomptés en ce qui concerne le plan d'investissement extérieur (External Investment Plan – EIP) et les mesures accompagnent l'intégration régionale.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes (les trois programmes du premier secteur du PIN combinés)

Le secteur du développement rural souffre de plusieurs faiblesses structurelles mises en évidence dans le cadre de la RISAP.

La présente action s'attaquera prioritairement aux problèmes suivants:

1. un niveau technique globalement faible aussi bien pour le personnel des services techniques déconcentrés que pour les entreprises;
2. la déconnexion quasi systématique entre les politiques sectorielles nationales et les besoins réels des populations rurales; une absence de concertation, et de relations, entre les différents acteurs - publics et privés - du secteur;
3. un espace productif sous exploité et largement dépendant de la pluviométrie; rendu très fragile, et parfois déjà largement détérioré par des pratiques culturelles inadaptées, courant le risque d'accentuation de la désertification, et n'offrant pas de solutions adéquates face au changement climatique;
4. des niveaux de pauvreté, de vulnérabilité, d'insécurité alimentaire et nutritionnelle très élevés;
5. des infrastructures de collecte, de conditionnement, de transformation et de vente finale, souvent absentes ou peu performantes, induisant de fortes pertes post récolte ainsi que des invendus importants;
6. des prix très peu rémunérateurs n'encourageant pas l'emploi rural et la transformation en vue d'une amélioration de la chaîne de valeur (économique, inclusive, sociale et environnementale);
7. une politique tarifaire en défaveur des productions maraîchères et vivrières nationales, bien souvent peu ou pas promues ni valorisées.

Le RIMFIL doit apporter des solutions aux niveaux provincial et national pour les difficultés énumérées ci-dessus.

Les trois programmes du 1^{er} secteur de concentration doivent se renforcer mutuellement et entrer au maximum en synergie lors des prochaines années.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F) ⁸	Mesures d'atténuation
Manque d'appropriation	M	Les activités de structuration, de formation et de planification mises en œuvre sous le RIMRAP, et qui seront poursuivies par le présent programme, visent à inclure et responsabiliser les autorités/partenaires pertinents, en particulier au niveau local, directement concerné par les infrastructures de commercialisation.
Durabilité des ouvrages/Infrastructures inadaptées	F	Risque réel, clairement identifié comme tel pour l'ensemble du premier secteur du FED. La priorisation (identification/opportunités, études technico-économiques) permettra de déterminer la pertinence de construction/réhabilitation de telle ou telle infrastructure. L'action attachera une importance particulière à la gestion/fonctionnement des ouvrages/infrastructures, à l'opportunité socio-économique dans le contexte local, et à la résistance face au climat (tant de l'infrastructure que des utilisateurs, puisque cela a un effet sur leur capacité de gestion par la suite).
Compétition entre les ministères techniques	E	Les activités du RIMRAP, premier volet du programme entamé en 2015, ont déjà contribué à renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des institutions étatiques et paraétatiques pertinentes, et développé des outils de connaissance, d'analyse et de partage des informations liés à l'agro-pastoralisme et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La mise en place de la plateforme sectorielle, qui a pris du retard, devra également contribuer à la bonne coopération entre les entités.
Episode climatique grave (sécheresse, hivernage trop humide, etc.), accentuation de la désertification: ces facteurs liés au changement climatique et aux mauvaises conditions d'exploitation des ressources naturelles peuvent réduire les ressources	M-E	Les actions de planification entamée sous le RIMRAP doivent permettre d'anticiper une partie des problèmes possibles. Le dialogue sous les auspices de la plateforme sectorielle doit progressivement mener à une meilleure anticipation des crises et donc à une réponse adaptée (principalement adaptation) et dans les temps.
Perturbation des prix liés aux importations non contrôlées	M-E	Le dialogue sous la plateforme sectorielle doit mener à une meilleure anticipation des politiques publiques commerciales.
Multiplication des acteurs,	E	Les investissements dans le secteur rural peuvent croître de

⁸ Niveau de risque : E=élevé, M=médium, F=faible.

redondance menaçant la capacité d'absorption des acteurs locaux		manière forte. Les efforts du RIMRAP et de la présente action visant à la mise en place d'approches sectorielles doivent permettre d'éviter des incohérences. Le dialogue s'intensifie dès maintenant avec le gouvernement afin de clarifier les projets. L'action visera également à inventorier l'existant et le prévisible afin de définir les besoins et les redondances et de pouvoir soutenir le gouvernement pour orienter ses partenaires techniques et financiers (PTFs).
Hypothèses		
La principale hypothèse tient au maintien de la stabilité politique et sociale du pays dans un contexte pré-électoral. La politique de décentralisation/déconcentration de l'état se poursuit. Le RIMRAP et le RIMDIR doivent également pouvoir avancer au rythme et à la qualité prévues afin d'alimenter le présent programme.		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

La coordination sectorielle (SANAD) est quasiment inexistante actuellement. Le groupe thématique, présidé par la FAO⁹ et co-présidé par l'agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID) ne s'est pas réuni une seule fois en 2017. Dans le cadre de l'Alliance Sahel, la Banque mondiale s'est engagée à reprendre le lead du groupe thématique développement rural. L'opportunité d'avoir plusieurs programmes conséquents en phase de démarrage et visant les mêmes populations (projet de développement de filières inclusives – PRODEFI, projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel - PRAPS, programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel - P2RS, projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation du Sahel - PARIIS, RIMRAP et RIMDIR....) permet d'espérer une véritable synergie dans les démarches d'interventions.

Les leçons tirées de la RISAP ont mis en évidence l'importance de sortir d'une logique d'urgence pour aller vers une approche de long terme.

Les leçons apprises dans le cadre du RIMRAP, avec un montage de quatre consortia d'ONGs, deux agences des Etats membres, une subvention gérée par l'ON et une assistance technique de coordination (soit sept contrats), nous ont orientés vers un montage plus simple, avec une assistance technique de coordination et une délégation de fonds au FIDA.

Le ProLPRAF¹⁰ (*précédent financement FIDA des filières*) a mis en évidence l'importance d'avoir un effort prolongé pour pouvoir renforcer et consolider de façon durable les capacités institutionnelles et organisationnelles des différents groupes de travail filière; raison pour laquelle nous avons choisi une intervention de 60 mois.

Plutôt que de constituer en amont des groupes de travail filières, le ProLPRAF a aussi mis en évidence qu'il est préférable de travailler sur des partenariats concrets, de construire avec les acteurs en présence progressivement des espaces de concertation avant d'éventuellement les formaliser.

D'autre part, dans le choix des filières, certaines filières sont traditionnellement gérées par les femmes et il est plus facile de développer leur rôle, comme le maraîchage et le petit élevage.

L'intérêt pour les filières est de stimuler les structurations professionnelles et interprofessionnelles en cours (faîtières et fédérations/unions de coopératives) qu'il faut accompagner afin d'engager un

⁹ FAO = Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (En anglais : «Food and Agriculture Organisation»).

¹⁰ Programme de lutte contre la pauvreté par l'appui aux filières.

lobbying en faveur des productions nationales et des transformations locales visant des débouchés accessibles et durables pour le commerce mauritanien. C'est l'approche préconisée par le «Projet de développement de filières inclusives - PRODEFI» (*nouveau programme de financement FIDA des filières*) que nous proposons de renforcer et compléter.

En Mauritanie, on note une absence de stratégie pour l'ensemble des filières. Une bonne gouvernance des filières suppose une réflexion sur le cadre légal et son application pour les activités commerciales (droits de producteurs, des commerçants et des consommateurs), d'où l'importance de la composante 4.

3.2 Complémentarité et synergie

Les espaces de dialogue et de concertation formels et réguliers créés par le gouvernement mauritanien sont quasi inexistantes en dehors des phases de préparation des cadres stratégiques contre la pauvreté et des stratégies sectorielles pluriannuelles. L'engagement de la Banque mondiale de reprendre le lead du groupe sectoriel développement rural devrait, dans les mois à venir, améliorer les complémentarités et synergies.

Beaucoup d'investissements visant principalement la réduction du déficit alimentaire national (riz irrigué, blé, industries du lait, ...) n'ont pas significativement contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Les programmes de la SANAD ont pour vocation d'activer une réflexion sectorielle plus forte, qui doit permettre de mettre en relation les besoins de la base avec les stratégies nationales et les plans d'action concrets, entre autres par la mise en place d'une plateforme de dialogue sectoriel. Ce travail est en cours.

Dans le cadre de la présente action, et afin d'augmenter l'impact de notre intervention et de renforcer la coordination entre PTFs, l'option préférée est une délégation d'une partie des fonds au FIDA qui met déjà en œuvre, dans la même région, un programme de renforcement des filières agricoles et pastorales, le PRODEFI, avec des méthodes de travail et des objectifs convergents avec ceux de l'UE et qui peut être complété à hauteur de 13 000 000 EUR. La délégation de fonds au FIDA se justifie aussi dans le cadre du partenariat stratégique qui existe depuis 2009 entre l'UE et le FIDA pour l'appui aux organisations professionnelles agricoles.

3.3 Questions transversales

Les questions environnementales seront transversales pendant toute la durée de l'action. En effet, une infrastructure/un service, même de petite taille, est/sera impacté(e) par, et/ou aura un impact potentiel plus ou moins important sur son environnement. Afin de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et locales, une attention particulière, sur la base d'une analyse préalable, sera apportée afin que chaque infrastructure/équipement réalisé génère un impact environnemental neutre ou positif.

Le développement rural en particulier nécessite l'adoption des pratiques de gestion durable des terres et d'autres écosystèmes, y compris pour le développement des chaînes de valeur durables et vertes, qui améliorent la résilience face au changement climatique, risques environnementaux et insécurité alimentaire. En outre, la question des droits de propriété et d'accès aux ressources, ainsi que de restauration des terres et écosystèmes dégradés, devront faire partie intégrante de l'action.

Il est attendu que la réalisation/réhabilitation de petites infrastructures liées à la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux contribueront à améliorer les revenus des populations tout en ayant un impact le plus faible possible sur le changement climatique (taille modérée des centres de transformation des produits). Une attention particulière sera portée sur le type d'énergie utilisée, en lien avec les interventions du RIMDIR.

L'action visera les centres de collecte et de commerces ruraux des zones pluviales, des oasis et celles concernant l'élevage pastoral où se concentrent les populations des régions qui seront

bénéficiaires. Par ailleurs, une approche basée sur la définition participative des besoins des populations locales, doit permettre de soutenir les groupes les plus démunis (anciens esclaves, populations analphabètes, femmes, jeunes sans emplois, souvent sans formation, producteurs vulnérables) et contribuer à faire valoir leurs droits, y compris leurs droits économiques par la mise à disposition d'emplois permettant de développer des activités génératrices de revenus.

Des programmes récents dans les régions concernées (UE, coopération mauritano-allemande, programmes sur financement FIDA, et ONG), dont pourront s'inspirer les actions du programme, ont démontré de nombreux impacts positifs confirmés sur les conditions de vie, les opportunités d'emplois et l'amélioration des revenus des femmes et des jeunes (cueillette et valorisation des produits forestiers non ligneux, transformation des céréales, activités maraichères mobilisant de nombreuses femmes...).

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats et options

Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les cibles des ODD, en particulier les ODD 1 (pauvreté) ; 2 (faim) et 10 (droits) mais il devrait également contribuer à l'amélioration des ODDs 8 (croissance économique) et 12 (production durable). Cela n'implique pas d'engagement de la part du partenaire qui bénéficie de ce programme.

L'objectif principal de ce programme est promouvoir le développement de filières durables aux niveaux familial et communautaire.

Ce programme *visé spécifiquement* à (OS1) des productions familiales et communautaires durables sont transformées, consommées localement ou commercialisées et à (OS2) des techniques adaptées au changement climatique encouragées. Ces deux objectifs spécifiques sont en ligne avec le cadre logique du PIN 11^e FED.

Les résultats/produits attendus de la présente action sont les suivants :

R1: Les filières agro-sylvo-pastorales sont mieux structurées et les compétences organisationnelles et techniques des acteurs des filières agro-sylvo-pastorales sont améliorées.

R2: Les infrastructures et équipements de collecte, de transformation, de conditionnement et de promotion/vente de produits agro-sylvo-pastoraux sont réhabilités et/ou créés.

R3: L'accès aux services financiers des institutions de micro finances (IMF) reconnues et banques est amélioré pour les différents acteurs des filières agro-sylvo-pastorales.

R4: Les politiques publiques en faveur de la commercialisation des produits mauritaniens sont développés et le cadre juridique commercial est amélioré.

Ils sont développés dans les quatre composantes :

COMPOSANTE 1 : *Accompagnement des acteurs des filières agro-sylvo-pastorales tant en termes de structuration que d'acquisitions de compétences organisationnelles ou techniques avec un accent particulier sur les organisations féminines* (appui conseil, vulgarisation en lien avec la recherche action, amélioration des processus de transformation ou de conditionnement, promotion des produits, labellisation et inscriptions géographiques, diffusion et conquête de nouveaux marchés, foires promotionnelles, gestion durable des ressources naturelles, etc.). L'adoption de techniques de production/transformation/valorisation résilientes au changement climatique sera centrale dans le cadre de l'action avec la promotion de techniques de production adaptées

(fertilisation organique, variétés résistantes, valorisation des déchets organiques de production, mise en place de fermes-pilotes de démonstration, etc..), l'utilisation des énergies renouvelables pour la transformation/conservation, etc...

Les cinq filières ciblées prioritairement par l'action sont :

- les produits forestiers non-ligneux (PFNL) dont dépendent beaucoup de ruraux pauvres et beaucoup de femmes n'ayant à leur disposition que l'exploitation des ressources naturelles existantes. D'autre part, ces filières offrent l'avantage de préserver le couvert forestier des zones sahéliennes. Deux produits porteurs ont déjà été identifiés, et peuvent être développés dans une approche pro-pauvres: la gomme arabique et les fruits du baobab (pain de singe);
- le maraîchage basé sur les innovations qui seront proposées par le volet recherche du RIMRAP (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit - GIZ) dans des bassins de production particulièrement actifs autour des lacs et mares (voire le long de cours d'eau). L'enjeu étant d'élargir la période de production et aussi d'améliorer la compétitivité des produits mauritaniens face aux importations (actuellement essentiellement marocaines). Le maraîchage étant une activité essentiellement féminine;
- l'aviculture pour la production de poulets de chair basé sur le modèle du poulailler semi-intensif qui permet de produire dans des conditions de températures très élevées et de manière rentable avec une mise à l'échelle d'initiatives 4P¹¹ sur l'abattage, le découpage et la congélation adaptés au contexte mauritanien ;
- le lait de chèvre, par la promotion de petits élevages caprins gérés par les femmes. Cela apporte une ressource complémentaire aux mini-laiteries existantes collectant essentiellement le lait de vache ;
- la pêche continentale sera testée également dans le Gorgol, lac de Fouta Djall en raison de niveaux importants et constants de la demande en poissons d'eau douce dans la zone, du potentiel de professionnalisation des acteurs et des qualités nutritionnelles des produits de la pêche.

Les filières d'intervention pourront être étendues sur la base d'opportunités identifiées par le secteur privé (dans le cadre de 4P) et d'études réalisées au préalable. Le ciblage des filières tiendra compte des conditions agro-écologiques spécifiques en Mauritanie et à la représentativité des femmes en leur sein; cela sera articulé avec les programmes mis en œuvre par l'État et les autres bailleurs de fonds.

Le contrat d'assistance technique prévoira suffisamment d'hommes-jours d'expertise spécifique pour explorer les opportunités qui verraient le jour pendant la période d'exécution du programme.

Une mise en cohérence sera également assurée avec les autres activités relatives aux filières agricoles et pastorales, notamment le projet financé dans la cadre du renforcement de la compétitivité en Afrique de l'ouest sur financement du programme indicatif régional (PIR), le WACOM (West Africa Competitiveness) et les autres projets concernant ces mêmes filières.

COMPOSANTE 2 : Réhabilitation et/ou création d'infrastructures et d'équipements de collecte, de transformation, de conditionnement et de promotion/vente de produits agro-sylvo-pastoraux. Ces réalisations répondront à des besoins exprimés par les communautés, les autorités locales, les organisations paysannes et/ou professionnelles lors des phases d'ingénierie sociale du RIMRAP et du PRODEFI. Leur mise en œuvre pourra avoir un effet positif direct ou indirect sur les filières

¹¹ Public Private Partnerships for Producers.

porteuses et leurs chaînes de valeur (magasins de regroupement, unités de transformation ou de conditionnements des produits, points de ventes sur les marchés, etc.). Ces lieux de service¹² seront connectés aux unités de production d'énergie renouvelable et autres plateformes multifonctionnelles qui auront été mises en place dans le cadre du volet énergie du RIMDIR. Une forte complémentarité sera donc recherchée par la composante «infrastructures productives» du RIMDIR qui sera mise en œuvre par ENABEL¹³ (ex-coopération technique belge - CTB), grâce à une programmation coordonnée de ces investissements.

COMPOSANTE 3 : Appui à l'accès aux services financiers des institutions de micro finances (IMF reconnues et banques) pour les différents acteurs des filières agro-sylvo-pastorales (mécanisme de crédit à des taux préférentiels et à des facilités de paiement pour des groupes solidaires, accompagnement par le RIMFIL de groupes cibles d'acteurs candidats au crédit, conception et facilitation de prêts garantis sur stocks gérés par des professionnels, etc.).

L'action facilitera le rattachement de groupes de producteurs à des caisses rurales s'ils ne sont pas déjà bancarisés. L'objectif est ainsi de garantir la sécurisation des fonds, formaliser les groupes en leur donnant une identité et un historique bancaires, et de fluidifier les opérations commerciales au sein des filières. Ceci est considéré comme un préalable nécessaire à la contractualisation et renforcera les liens de confiance entre les acteurs, pouvant ouvrir l'accès au financement bancaire et au financement filière. Dans la même logique, l'action mettra en place des 4P dont la spécificité sera le partage de capital ou le co-investissement entre promoteurs privés et producteurs dans un groupement d'intérêt économique (GIE) ou une société anonyme. L'assistance technique de l'action accompagnera l'identification et le montage des dossiers de faisabilité et de financement avec une conditionnalité «verte» d'accès à ces financements.

COMPOSANTE 4 : Soutien aux politiques publiques en faveur de la commercialisation des produits mauritaniens et amélioration du cadre juridique commercial avec un développement d'un *plaidoyer* par les organisations professionnelles des différentes grandes filières (céréales & légumineuses pluviales ou oasiennes, productions maraichères, bétail-viande-volaille, laits et dérivés, produits forestiers de cueillette non ligneux). Egalement, la mise en cohérence sera assurée avec le soutien apporté notamment par l'UE au ministère du commerce, dans le cadre de l'appui à l'intégration régionale (accord d'association avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; accords de partenariat économique - APE).

4.2 Logique d'intervention

Le RIMFIL est le troisième programme d'une série de programmes complémentaires sur le premier secteur de concentration. Il doit capitaliser et permettre l'aboutissement du travail réalisé dans le cadre du RIMRAP et du RIMDIR par le renforcement de filières agricoles et pastorales.

La logique d'intervention du RIMFIL s'articule en deux différentes conventions de délégation (type PAGODA) complémentaires et correspondant à trois des quatre composantes du programme (cf. ci-dessus).

Les deux conventions de délégation, prévues avec le FIDA, concerneront :

- (i) d'une part en co-financement du programme PRODEFI pour les composantes 1 et 2 ;
- (ii) d'autre en co-financement d'un nouveau programme, provisoirement appelé PROGRES pour la composante 3.

¹² Qui auront aussi pour vocation d'informer et de diffuser les bonnes pratiques.

¹³ ENABEL : Agence de développement du gouvernement fédéral belge.

La quatrième composante sera mise en œuvre par une assistance technique qui coordonnera l'ensemble de l'action, effectuera les tâches d'appui institutionnel et de renforcement des capacités et explorera le potentiel d'actions «bancables» dans le cadre de l'EIP en prenant en compte les trois dimensions de chaque filière : économique, sociale et environnementale.

Dans le cadre de ses interventions en Mauritanie, le FIDA travaille actuellement sur des programmes de promotion de filières durables par un appui technique aux producteurs, et par la mise en place de contrats entre acteurs des filières de type «4P: Partenariats public-privés producteurs». Ceci sur la base de diagnostics territoriaux visant à identifier pour chaque filière les bassins de production et bassins de consommation, afin de planifier des actions de renforcement adaptées sur la base du potentiel et de la demande locale. De même, le FIDA travaille sur le renforcement de la gouvernance des ressources naturelles dans un objectif de gestion durable des ressources. Ces programmes complémentaires couvrent l'ensemble de la zone actuellement ciblée par le RIMRAP et le RIMDIR, et le FIDA est encore à la recherche de compléments de financements que le RIMFIL permettrait de couvrir. Enfin, la coordination du secteur rural en termes de groupes sectoriels étant actuellement inexistante, un rapprochement des initiatives importantes de l'UE et le FIDA vers un objectif commun permettrait de redynamiser cette coordination et leur impact.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés ; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre pour une action en modalité projet

Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la conformité de l'action aux mesures restrictives affectant les pays de mise en œuvre concernés.

L'option préférée est une délégation de fonds (PAGODA) au FIDA qui met en œuvre le programme PRODEFI, dans la même zone d'intervention, et avec un objectif de renforcement des filières agricoles et pastorales.

5.4.1. Passation de marchés (gestion directe)

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique	Services	1	Q4 2018 (Q1 2019)
Etudes préalables (affiner indicateurs cadre logique + baselines)	Services	1 ou 2	Q4 2018 (Q1 2019)

5.4.2 Gestion indirecte avec une organisation internationale

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA). Cette mise en œuvre implique 72,2% du budget de la présente action¹⁴ et la totalité des composantes suivantes :

- COMPOSANTE 1 : Accompagnement des acteurs des filières agro-sylvo-pastorales tant en termes de structuration que d'acquisitions de compétences organisationnelles ou techniques avec un accent particulier sur les organisations féminines ;
- COMPOSANTE 2 : Réhabilitation et/ou création d'infrastructures et d'équipements de collecte, de transformation, de conditionnement et de promotion/vente de produits agro-sylvo-pastoraux ;
- COMPOSANTE 3 : Appui à l'accès aux services financiers des institutions de micro finances (IMF reconnues et banques) pour les différents acteurs des filières agro-sylvo-pastorales.

Ce mode de mise en œuvre se justifie car l'organisation met déjà en œuvre un programme de renforcement des filières agricoles et pastorales dans la même zone d'intervention, le PRODEFI. Les composantes 1 et 2 complètent parfaitement l'action en cours dans la même zone d'intervention. Les composantes 1 et 2 seront donc déléguées au FIDA dans le cadre du PRODEFI.

La composante 3, d'accès au crédit, sera également déléguée au FIDA qui formule actuellement le projet PROGRES qui est le successeur du projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro (PASKII) (financement FIDA). La délégation de l'UE participera à la formulation du projet PROGRES afin de s'assurer que la composante 3 soit valorisée dans le cadre du projet PROGRES. Cela devrait permettre d'augmenter l'impact de notre action.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaires suivantes : gestion et la mise en œuvre des contrats conclus (paiements, acceptation ou rejet des livrables, exécuter les contrats, effectuer des vérifications et contrôles, recouvrer les fonds indûment versés), ainsi que le lancement d'appels d'offres et d'appels à propositions, incluant les procédures d'attribution précédant la conclusion de tels contrats, y compris les décisions d'attribution et de rejet.

¹⁴ 13 000 000 EUR de la contribution UE de l'action seront délégués au FIDA (8 000 000 EUR sur le PRODEFI et 5 000 000 EUR sur le projet PROGRES dans le cadre duquel l'UE participera à la formulation de la totalité de l'action.

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, la partie déléguée de la présente action pourrait être mise en œuvre en gestion indirecte avec ENABEL (ex-CTB). La mise en œuvre par cette entité de remplacement se justifie par le fait qu'ENABEL mettra en œuvre la plus grande partie du RIMDIR, programme complémentaire au RIMFIL, et aura alors apporté une contribution importante à la mise en place des infrastructures rurales productives, et une bonne connaissance des enjeux liés au renforcement institutionnel en Mauritanie.

L'organisation internationale en charge et l'organisation internationale de remplacement font actuellement l'objet d'une évaluation ex ante. L'ordonnateur compétent de la Commission considère que, sous réserve de la conformité à l'évaluation ex ante sur la base du règlement (UE, Euratom) n° 1605/2002 et d'une coopération de qualité établie de longue date avec elle(s), les organisations internationales peuvent être investies de tâches d'exécution budgétaire en gestion indirecte.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (en EUR)	Contribution indicative de tiers (en EUR)
5.4.2 Gestion indirecte avec le FIDA	13 000 000	27 000 000*
<i>Composante 1 : « Accompagnement des acteurs des filières dans leurs structuration et leurs acquisition de compétences techniques »</i>	3 000 000	0
<i>Composante 2 : « Réhabilitation ou mise en place d'infrastructures et d'équipements de collecte, transformation, conditionnement et promotion de vente de produits agro-sylvo-pastoraux »</i>	5 000 000	0
<i>Composante 3 : « Appui aux mécanismes d'accès aux services financiers ruraux pour les acteurs des filières »</i>	5 000 000	0
5.4.1 Gestion directe	4 150 000	
<i>Composante 4 : « Soutien des politiques publiques commerciales en faveur des produits agro-sylvo-pastoraux mauritaniens » via une Assistance technique</i>	4 000 000	**
Etudes et évaluations techniques	150 000	0
5.9 Évaluation, 5.10 Audit	150 000	0
5.11 Communication et visibilité	300 000	0
Provision pour imprévus	400 000	0
Totaux	18 000 000	0

¹ Y compris une provision pour vérification comptable externe des dépenses sous devis-programmes

* Programme PRODEFI du FIDA

** une contribution du FIDA est envisagée à partir de 2019 (programmation PROGRES)

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le pouvoir adjudicateur est l'ordonnateur national du FED. Les maîtres d'œuvres à priori sont le ministère de l'agriculture et le ministère de l'élevage. Les maîtres d'œuvres délégués prévus à priori sont les suivants (à confirmer ultérieurement avec les autorités mauritaniennes): la Direction des

politiques, des statistiques, du suivi - évaluation et de la coopération (DPSCSE-MA), la Direction des politiques, de la coopération, du suivi et de l'évaluation (DPCSE-ME).

Les détails du montage institutionnel et opérationnel seront affinés avec les autorités mauritaniennes et les partenaires, dans la phase initiale de mise en œuvre du programme.

Au niveau national, le **comité de pilotage (CP)** se réunira une fois par an. Il sera composé d'un représentant des ministères impliqués dans le programme, d'un représentant de la cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED, un représentant de l'Union européenne, un représentant du groupe sectoriel pour le développement rural et la sécurité alimentaire, un représentant du FIDA, et tout autre membre qu'il sera jugé nécessaire. Le comité sera en principe fusionné avec le comité de pilotage du RIMRAP, du RIMDIR et du PRODEFI.

Le **comité de suivi opérationnel (CSO)** du RIMFIL sera en principe fusionné avec celui du RIMRAP/RIMDIR dès son démarrage. Cela permettra d'avoir une réelle approche programmatique (cohérence et complémentarité) sur le premier secteur de concentration du 11^e FED¹⁵ et d'y impliquer un autre partenaire important du renforcement des filières agricoles et pastorales, à savoir le FIDA.

Au niveau des régions concernées par le programme, les équipes du RIMFIL/PRODEFI travailleront à assurer le bon fonctionnement des cadres de concertation de façon à obtenir la bonne finalisation des étapes de sélection et de validation des interventions qui auront été priorisées par le niveau local (avec une validation par le cadre de concertation communal ou le comité régional de développement - CRD). *Au niveau communal*, les demandes devront être passées par les mécanismes de gestion des communes.

Une assistance technique sera mobilisée en gestion directe sous la forme d'un contrat de services pour la coordination d'ensemble ainsi que pour la composante 4 : *«Soutien des politiques publiques commerciales en faveur des produits agro-sylvo-pastoraux mauritaniens»*.

Elle sera en charge de la coordination du RIMFIL et de l'ensemble des partenaires, et en particulier du FIDA dont elle en renforcera le dispositif de coordination et de gestion, le ministère de l'agriculture, et le ministère de l'élevage, et ce en lien et appui technique permanent avec la délégation de l'UE en Mauritanie. Elle sera garante de la continuité du travail de renforcement institutionnel initié au cours des programmes précédents (RIMRAP, RIMDIR) mis en œuvre dans le cadre de la SANAD (1^{er} secteur de concentration du PIN 11^e FED en Mauritanie), et de la capitalisation sur l'ensemble du processus institutionnel enclenché au cours de ces programmes : appui à la coordination du secteur rural, communication institutionnelle, et appui aux réformes sectorielles.

Spécifiquement à l'appui aux filières agro-sylvo-pastorales, cette assistance technique en immersion au sein des ministères jouera un rôle crucial d'appui en ce qui concerne les politiques publiques (notamment concernant la réglementation, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, la protection douanière), et au renforcement des interprofessions des filières porteuses. Ceci dans la continuité de la plateforme de dialogue sectorielle initiée et pérennisée dans le cadre du RIMRAP, et dont le rôle est de proposer un espace d'analyse et de dialogue sectoriel à destination des décideurs. Cette assistance technique sera également en charge du volet communication du programme, en lien étroit avec cette même plateforme.

L'assistance technique aura également la charge de faciliter (étude faisabilité, techniques, économiques) la préparation d'activités pouvant bénéficier du plan d'investissement extérieur, en

¹⁵ Un addendum à l'arrêté actuel du RIMRAP sera suffisant; pas de nouvel arrêté à prévoir.

conformité avec les conclusions du comité de pilotage pour le plan d'action annuel 2018 de la Mauritanie.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités des différents acteurs de mise en œuvre. À cette fin, chaque partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux.

Une étude de base sera conduite au démarrage de l'action pour définir les baselines et affiner le cadre logique. Elle sera contractée sous la responsabilité du partenaire de la délégation de l'UE. Une étude finale, permettant de mesurer les progrès sera réalisée en fin de mise en œuvre.

Les outils de suivi/évaluation du RIMFIL feront l'objet d'une coordination dans le cadre de l'approche programmatique mise en place par le comité de suivi opérationnel. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport de chaque partenaire sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandé(s) par la Commission. Une évaluation ex-post à l'an+2 après la phase d'implémentation sera réalisée afin de pouvoir mesurer le potentiel de durabilité de l'action¹⁶.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre ou d'une procédure négociée concurrentielle en an+2 et an+4 de mise en œuvre du programme.

¹⁶ Cette évaluation pourrait être financée sur les ressources du programme d'appui à la mise en œuvre du 11^e FED (PAMO 11) ou 12^e FED.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

A titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'audit au titre d'un contrat-cadre dans le cadre du plan annuel d'audit de la délégation.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus. Il est prévu deux marchés: un marché de services et un marché de fournitures dont le timing sera déterminé par le comité de pilotage.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne et de la charte graphique établie spécifiquement pour la coopération Mauritanie-UE.

Les mesures de communication et de visibilité sont mises en œuvre par l'intermédiaire de marchés (comme prévu à la section 5.4.1). A titre indicatif, la communication et la visibilité seront mis en œuvre via deux contrats de services avec un lancement de procédure estimé au 2^e trimestre 2019.

6 CONDITIONS PREALABLES

S.O.

APPENDICE 1 – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE¹⁷

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagrégés par sexe quand il y a lieu.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
NB: les <i>éléments en rouge italique</i> sont repris du cadre logique du PIN 11 ^e FED. Les éléments en noir sont ajoutés pour compléter la qualité de la mesure de ce programme						
Objectif global: impact	<i>Promouvoir le développement de filières durables aux niveaux familial et communautaire*</i>	1. nombre emplois ruraux dans les filières cibles (zone et ampleur) désagrégé par sexe 2. nombre d'organisations professionnelles ¹⁸ en installation et développement	1. A définir pendant la phase initiale 2. A définir	1. A définir pendant la phase initiale 2. A définir	Rapports de suivi de mise en œuvre de la SCAPP Données de l'Office National des Statistiques Enquêtes annuelles du Ministère du Commerce et des banques de la place Rapports annuels HEA Enquêtes du programme	

¹⁷ «*» pour les indicateurs correspondant au document de programmation pertinent et «**» pour les indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.

¹⁸ Production, transformation, transport, commercialisation de produits agro-sylvo-pastoraux.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
NB: les <i>éléments en rouge italique</i> sont repris du cadre logique du PIN 11 ^e FED. Les éléments en noir sont ajoutés pour compléter la qualité de la mesure de ce programme						
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	<i>OS 1: Des productions familiales et communautaires durables sont transformées, consommées localement ou commercialisées*</i> <i>OS 2: Des techniques adaptées au changement climatique sont promues*</i>	OS 1: 1.1 Rendement/ha des Groupements appuyés techniquement (cultures maraîchères* et céréalières)	1.1 0 (T/ha)	1.1 A définir pendant la phase initiale	Rapports MA et ME et MEDD (et services déconcentrés) Rapport d'atteinte des ODD Enquêtes de suivi des marchés et des mercuriales Rapports de mise en œuvre Enquêtes annuelles de Sécurité Alimentaire (FSMS) et de Suivi nutritionnel (SMART)	La stabilité politique, macro-économique et sociale se maintient. L'ensemble des acteurs du RIMRAP réussit à mettre en place un cadre de travail efficace et un cadre de résultats concrets et partagés. L'ensemble des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux du secteur coopèrent et collaborent.
		1.2 Score de diversité alimentaire des ménages bénéficiaires	1.2 0	1.2 A définir pendant la phase initiale		
		OS 2: 1.3 Nombre d'hectares sous gestion durable des terres (données désagrégées par sexe et type de culture)	1.3 0 (ha)	1.3 A définir pendant la phase initiale		
		1.4 Nombre d'exploitations ayant été informées des techniques de production adaptées par cette Action (données désagrégées par sexe et type de culture)	1.4 0 (nb)	1.4 A définir pendant la phase initiale		
	R1: Les filières agro-sylvo-pastorales sont mieux structurées et les compétences organisationnelles et techniques des acteurs des filières agro-sylvo-pastorales sont améliorées.	1.1 Nombre d'organisations professionnelles agricoles appuyées par l'action opérationnelles 1.2 Nombre de modèles de production résilients diffusés dans le cadre de l'action	1.1 A définir pendant la phase initiale 1.2 0	1.1 A définir pendant la phase initiale 1.2	1.1 Rapports de mise en œuvre 1.2 Rapports de mise en œuvre	Les centres de recherche disponibilisent des variétés adaptées au contexte Les centres de recherche diffusent les bonnes pratiques (résilience agro-climatique)
	R2: Les infrastructures et équipements de collecte, de transformation, de	2.1 Nombre d'infrastructures construites ou réhabilitées (désagrégé par type d'infrastructures) avec l'appui	2.1 0	2.1 A définir pendant la phase initiale	2.1 Rapports de mise en œuvre, missions terrain	

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
NB: les <i>éléments en rouge italique</i> sont repris du cadre logique du PIN 11 ^e FED. Les éléments en noir sont ajoutés pour compléter la qualité de la mesure de ce programme						
	conditionnement et de promotion/vente de produits agro-sylvo-pastoraux sont réhabilités et/ou créés.	de l'action <ul style="list-style-type: none"> • Collecte • Transformation • Conditionnement • Promotion/vente 				Volonté du Gouvernement de promouvoir les filières nationales
	R3: L'accès aux services financiers des institutions de micro finances (IMF reconnues et banques) est amélioré pour les différents acteurs des filières agro-sylvo-pastorales.	2.3 Proportion des groupes de producteurs appuyés par l'Action et bancarisés (données désagrégées par sexe)	2.3 10% ¹⁹	2.3 70%	2.3 Enquêtes, rapports de mise en oeuvre	
	R4: Les politiques publiques en faveur de la commercialisation des produits mauritaniens sont développés et le cadre juridique commercial est amélioré.	2.4 Part des produits mauritaniens vendus sur les marchés (appuyés par l'Action)	2.4 0%	2.4 A définir pendant la phase initiale	2.4 Enquêtes, données ministères	

¹⁹ Données FIDA PRODEFI.

APPENDICE 2 – DONNEES CHIFFREES SUR LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE DE LA MAURITANIE

Selon les résultats du recensement général de la population et de l'habitat de 2013, la population globale de la Mauritanie s'élève à 3 537 368 habitants dont 50% ont moins de 20 ans, avec 49,3% d'hommes et 50,7% de femmes.

Le taux de croissance annuel de cette population se situe à 2,77%.

L'économie mauritanienne repose sur cinq secteurs principaux : la pêche, l'élevage, le secteur minier, l'agriculture et le pétrole. Son produit intérieur brut (PIB) par habitant est estimé en 2014 à 1 036 USD (Enquête sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages - EPCVM).

La croissance économique, tirée par le secteur minier (fer, cuivre et or) et dans une moindre mesure par la pêche, l'agriculture et l'élevage, a permis de diminuer le pourcentage d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté, passant de 42% à 31% entre 2008 et 2014²⁰.

La pauvreté demeure massivement un phénomène rural²¹ qui touche principalement les Wilayas (régions) du Guidimakha (49,1%), l'Assaba (49,0%), le Hodh el Gharbi (39,2 %), le Hodh el Chargui (28,3 %). Elle affecte particulièrement les femmes et les enfants ruraux, peu aptes à migrer et qui représentent une grande part de la population vulnérable sujette à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'analyse de l'évolution de la pauvreté selon le milieu de résidence montre que l'insécurité alimentaire varie en fonction des aléas climatiques (sécheresses, inondations) mais le taux reste, de loin, plus élevé en milieu rural (60%).

L'exode rural massif de ces dernières années – avec un taux d'urbanisation qui a grimpé à plus de 42% en deux décennies - prive les zones rurales de main d'œuvre et met en danger les mécanismes traditionnels d'aménagement, d'entretien et de conservation d'écosystèmes fragiles ainsi que l'occupation et la sécurisation de territoires vastes et exposés à d'importantes pressions socio-économiques²². En retour, les conditions de vie des populations de ces zones et leurs capacités de résilience sont d'autant fragilisées, voire sérieusement menacées.

²⁰ EPCVM 2008 et 2014 ; il est important de noter que les résultats obtenus pour l'EPCVM de 2014 posent des questions sur la qualité des résultats (diminution drastique de la pauvreté, etc.) et ces données doivent donc être prises avec précaution tant que les calculs n'ont pas été refaits pour s'assurer de l'absence d'erreurs.

²¹ EPCVM de 2014.

²² Voir la « Déclaration de Nouakchott » du 29 octobre 2013 sur les liens étroits entre pastoralisme et sécurité.